

# [ La newsletter de la CES ]



## Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 2 Calendrier syndical
- 3 Dossier : L'emploi des jeunes
- 5 Calendrier européen
- 6 L'UE à la loupe

## Le chiffre du mois

**124 milliards de dollars**

124 milliards de dollars... Ce sont les bonus octroyés par les plus grandes banques américaines...  
124 milliards de dollars...  
C'est l'équivalent de l'aide publique des pays riches aux pays pauvres...

(Source: éditorial de Jean-Marcel Bouguereau, La République des Pyrénées du 23 avril).

## À noter



**Cher(e)s lecteur(trice)s,**



Mauvais temps pour l'Europe.

La situation de la Grèce est l'illustration que l'Europe n'est pas à la hauteur de la situation. Elle a même rarement été aussi décevante. La solidarité européenne s'est disloquée dès lors que la Grèce a demandé de l'aide. Wolfgang Münchau dans le Financial Times du 25 avril écrit : « Cette semaine sera la semaine la plus importante des 11 années d'histoire de l'Union monétaire européenne ». Il faut espérer que l'UE relève ce défi. J'ai écrit au Président du Conseil européen, à la Présidence espagnole, au Président de la Commission, à la Banque centrale européenne et au Parlement européen, pour exprimer notre consternation face au lamentable échec des autorités européennes de n'avoir pas jusqu'à présent agi de manière décisive pour stabiliser la situation. Chaque jour qui passe voit les problèmes de la Grèce s'aggraver, et le risque de contagion aux autres pays augmenter.

La CES reste solidaire de ses affiliés grecs et dénonce la spéculation dont a fait l'objet la Grèce avec des institutions comme Goldman Sachs qui étaient à la fois juge et partie. Le 5 mai, les syndicats grecs organisent une grève générale et j'ai l'intention de m'y rendre afin de manifester la solidarité de la CES aux travailleurs grecs et en vue de discuter avec leurs dirigeants syndicaux de la position des organisations grecques. J'ai demandé à nos affiliés de rencontrer leur propre gouvernement et la représentation permanente auprès de l'UE dans leur pays, afin de communiquer notre soutien à une aide et une intervention européenne décisive ainsi qu'à un deal équitable pour les travailleurs grecs.

Il est plus que jamais nécessaire d'avoir un gouvernement économique européen et un système financier durable et pas seulement axé sur des stratégies de court terme.

Ce qui se passe est un risque d'affaiblissement de l'Union européenne qui devrait au contraire affirmer sa position au niveau mondial. C'est aussi un risque pour des millions de citoyens qui paient trop souvent la facture de comportements irresponsables. Après l'échec du Sommet de Copenhague, les performances de l'Europe sont, une nouvelle fois, loin d'être impressionnantes.

Au-delà des problèmes financiers, se pose le problème de la dette publique, de son financement. Notre mobilisation consistera à sans cesse rappeler que la réduction des déficits publics ne devra pas se faire sur le dos des politiques sociales.

Nous restons attentifs aux chiffres du chômage, notamment au chômage des jeunes. En janvier dernier, plus de 5,5 millions de jeunes étaient au chômage, soit une hausse du 15% par rapport à janvier 2009. Le risque d'avoir une génération sacrifiée est réel. Le mouvement syndical est persuadé que l'emploi des jeunes doit être la priorité de tout plan de relance européen. Un changement de cap et une action politique volontariste s'imposent, car une société qui n'investit pas sérieusement sur les jeunes générations, est une société qui met en danger son avenir. Là encore, nous attendons des propositions fortes de la part de l'exécutif européen.

Le Premier Mai sera l'occasion pour nous tous de réaffirmer notre engagement pour la solidarité et la justice sociale. Bon Premier Mai à toutes et à tous.

**John Monks**  
Secrétaire général



Confédération européenne des syndicats (CES)  
Boulevard du Roi Albert II, 5 | B-1210 Bruxelles (Belgique)  
Téléphone: +32 (0)2 224 04 11 | Fax: +32 (0)2 224 04 54  
E-mail: [media@etuc.org](mailto:media@etuc.org) | [www.etuc.org](http://www.etuc.org)



## [ La CES en action ]

### 1<sup>er</sup> Mai : la précarité ne peut pas devenir l'avenir de l'Europe

28/04/2010 – A l'occasion de la Journée internationale du Travail, la CES affirme que **l'avenir de l'Europe ne peut pas être la précarité**. Selon le mouvement syndical européen, les institutions européennes et les gouvernements doivent se concentrer sur la **qualité de l'emploi, favoriser l'insertion sociale et réduire les inégalités croissantes**. Afin de faire face à la situation de dégradation de l'emploi, l'UE doit développer des politiques d'investissement par l'intermédiaire d'un **plan de relance de l'UE équivalent à 1% du produit intérieur brut européen** visant à mettre place de nouvelles politiques industrielles innovantes créatrices d'emploi. « *C'est en faisant le pari de l'investissement de long terme que l'Europe assurera la pérennité de son modèle* » a déclaré John Monks.

[Communiqué de presse de la CES](#)

### Condoléances au peuple polonais

12/04/2010 – A la suite du tragique accident d'avion survenu à Smolensk, John Monks a écrit aux Secrétaires généraux de Solidarnosc et de l'OPZZ, les deux affiliés polonais à la CES, afin d'exprimer la profonde sympathie et les **condoléances de la CES au peuple polonais**. « *Un grand nombre des personnes décédées étaient liées au mouvement syndical polonais et connues de celui-ci* » a déclaré John Monks. « *La tragédie est encore accentuée par le fait que les personnes présentes dans l'avion devaient assister à la commémoration d'une autre tragédie polonaise, le massacre à Katyn des membres de "l'élite" polonaise durant la deuxième guerre mondiale. La tragédie s'ajoute à une autre tragédie.* »

[Communiqué de presse de la CES](#)

### Mobilisation de la FEM et de l'EMCEF pour l'emploi dans la métallurgie

22/04/2010 – La Fédération européenne des métallurgistes (FEM) et la Fédération européenne des mines, de la chimie et de l'énergie (EMCEF), ont organisé une **[journée d'action à Bruxelles](#)** en faveur de l'emploi dans la métallurgie. **Le mouvement syndical demande le développement d'une politique industrielle en Europe et des emplois de qualité**, qui s'inscrit dans la politique de lutte contre le changement climatique et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, tout en ne pénalisant pas les industries à haute intensité. Józef Niemiec, secrétaire confédéral de la CES, a participé à cette mobilisation au nom de la CES.

[Communiqué de presse de la CES](#)

## [ Calendrier syndical ]

Avril – Mai 2010

09-10/04/2010	Congrès du CMKOS (Prague)	<a href="#">Programme du Congrès</a>
28/04/2010	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
04-05/05/2010	Forum syndical UE-Amérique latine (Madrid)	
05-08/05/2010	Congrès de la CGIL (Rimini)	<a href="#">Programme du Congrès</a>
16-20/05/2010	Congrès de la DGB (Berlin)	<a href="#">Programme du Congrès</a>
26/05/2010	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
27-28/05/2010	Congrès de l'OPZZ (Varsovie)	<a href="#">Programme du Congrès</a>



## [Dossier]

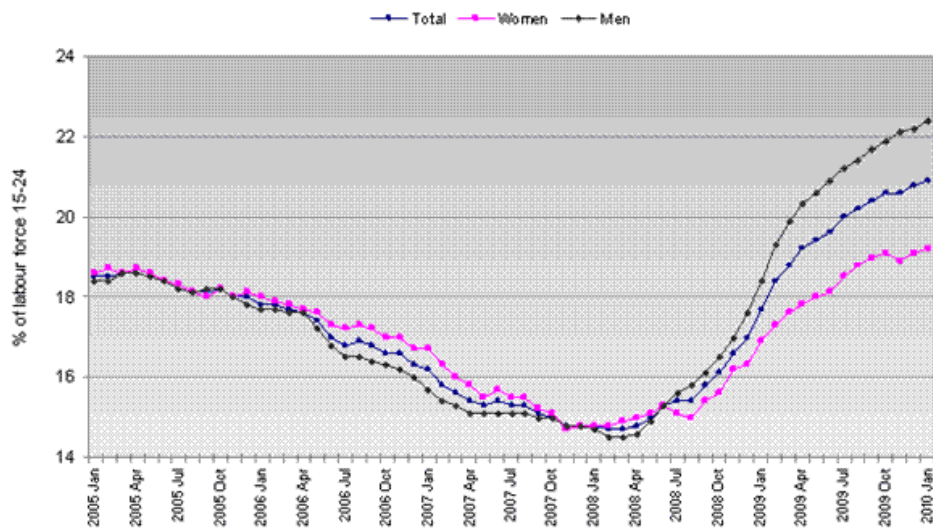
# L'EMPLOI DES JEUNES : une génération sacrifiée ?

La situation de l'emploi des jeunes en Europe est plus que préoccupante. Les dernières statistiques publiées par les services de la Commission européenne montrent clairement une **hausse du chômage des jeunes**. En janvier dernier, **plus de 5,5 millions de jeunes étaient au chômage**, soit une **hausse du 15% par rapport à janvier 2009**.

En résumé, **courant 2009, environ 700 000 jeunes supplémentaires sont devenus demandeurs d'emploi**. En Europe, un demandeur d'emploi sur cinq (voir tableau) est un jeune, et cette tendance ne fait qu'augmenter. L'Organisation pour la coopération et le développement économique en Europe (OCDE), dans son dernier [document de travail sur les jeunes et l'emploi](#), parle ouvertement de « *risque d'une génération sacrifiée* » et de « *perspectives plutôt sombres* ». Certes, la crise a fait sentir son impact sur l'emploi, mais la situation extrêmement négative dans laquelle les jeunes se trouvent actuellement est due à la **précarité de leurs contrats de travail**, qui, lorsqu'ils sont arrivés à expiration, ne sont pas reconduits. En effet, pour deux-tiers des jeunes Européens, travail rime avec contrats à durée déterminée, temps partiel imposé, travail intérimaire, emplois saisonniers, travail non déclaré. De plus, ces emplois vont souvent de pair avec des conditions de travail difficiles, de bas salaires, de manque de formation, de lacunes en matière de protection sociale ou encore de perspectives de carrière.

Cette situation n'est pas sans conséquences sur la vie quotidienne des jeunes, caractérisée par une dépendance financière accrue vis à vis de l'Etat, des parents (voire aujourd'hui des grand-parents), une indépendance tardive, une vie de couple et de famille également reportées, une perte d'espérance manifeste, etc. **Les jeunes subissent la précarité,**

**ils ne la choisissent pas: selon les statistiques d'EUROSTAT, dans la plupart des cas, les jeunes ayant un contrat à durée déterminée le font contre leur volonté.** Dans la tranche d'âge 25-29



Source : Eurostat, Series on unemployment. Data seasonally adjusted.

par exemple, 65% des jeunes travailleurs ont déclaré que le fait d'avoir un contrat temporaire est dû à l'impossibilité d'obtenir un contrat permanent. Ce tableau montre clairement que **ce sont les jeunes qui payent le prix fort de la crise économique et sociale**. Un changement de cap et une action politique volontariste s'imposent, car une société qui n'investit pas sérieusement sur les jeunes générations, est une société qui met en danger son avenir.

## Pistes d'action et engagement syndical

L'emploi des jeunes est une priorité pour la CES. Selon le mouvement syndical européen, **les principes de stabilité, de sécurité et de qualité doivent se substituer à ceux de précarité et d'instabilité**. Pour atteindre ces objectifs, des politiques actives du marché du travail, auxquelles les parte-



# [Dossier]

---

## L'EMPLOI DES JEUNES : une génération sacrifiée ? (suite)

---

naires sociaux doivent être associés, s'imposent. Ces politiques doivent **prévenir tout risque d'exclusion sociale et de discrimination envers les jeunes**. Pour cette raison, la CES est convaincue que l'approche dominante visant à placer la flexicurité au cœur des pistes à explorer pour solutionner la situation des jeunes en emploi est risquée et doit être inversée.

Dans un contexte où la flexibilité s'impose de manière unilatérale, l'accent doit être mis, avant tout, sur la dimension de sécurité afin de rééquilibrer les conditions de vie et d'emploi. Il est ainsi indispensable d'associer politiques et mesures d'aide afin d'améliorer la situation des jeunes et surtout de les envisager dans **une concertation et un dialogue permanent avec les partenaires sociaux** et plus particulièrement les organisations syndicales. En effet, l'expérience française du CPE (Contrat Première embauche) destiné aux jeunes, où le Gouvernement a dû retirer sa proposition (non discutée et non négociée) en raison d'une mobilisation d'envergure de milliers de jeunes, soutenue par les organisations syndicales, montre bien la nécessité d'associer les représentants des travailleurs à ce type de mesures. L'éducation et la formation restent les meilleurs remparts contre le chômage de longue durée et leur accès doit être garanti à tous les citoyens. Des mesures doivent être également mises en place pour prévenir l'abandon scolaire des jeunes. De plus, **la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie sont des facteurs vitaux** d'adaptation des travailleurs européens à un environnement en perpétuelle évolution. En effet, la société fondée sur la connaissance offre de nouvelles perspectives à tous, mais afin de ne pas créer de nouvelles catégories d'exclus, elle doit veiller à ce que chacun puisse acquérir les nouvelles connaissances, compétences et qualifications qui lui permettront de rebondir face à l'évolution rapide du marché du travail.

Comme le souligne aussi le dernier document de travail de l'OCDE, **la transition vie scolaire - vie professionnelle doit être facilitée** par un engagement des acteurs publics.

### La CES demande une « Garantie jeunes »

La CES s'inquiète du risque réel de voir une génération entière de jeunes, sacrifiés sur l'autel de la crise. Pour cette raison, dans le cadre de sa [campagne « Combattre la crise : priorité aux citoyens »](#) et dans son appel en faveur d'un [nouveau Deal social en Europe](#), la CES demande une « Garantie jeunes » (Youth Guarantee) afin d'assurer l'offre de formations et d'emplois de qualité pour les jeunes, avec des mesures favorisant leur embauche.

De plus, la CES, par l'intermédiaire de son Comité Jeunes, organisera à Madrid les 26-28 août prochains<sup>1</sup> une conférence de trois jours sur le thème « Plus d'emplois et de meilleurs emplois pour les jeunes en Europe », réunissant près de 100 jeunes syndicalistes issus de nombreux pays européens, ainsi que des représentants des institutions européennes et du monde académique.

Les participants auront la possibilité de réfléchir à la **place des jeunes sur le marché du travail et d'échanger sur les stratégies déjà mises en place et sur les activités et politiques à développer**. Une attention particulière sera portée au **rôle des partenaires sociaux, notamment des syndicats, et aux mesures spécifiques qu'ils peuvent développer (séparément ou conjointement) pour les jeunes**.

Un rapport et une déclaration devraient être également adoptés.

---

#### SOURCES:

- Section du site internet de la CES consacré au Comité Jeunes : <http://www.etuc.org/r/308>

#### POUR PLUS D'INFORMATIONS:

- Juliane Bir, conseillère à la CES en charge, entre autres, des jeunes : [jbir@etuc.org](mailto:jbir@etuc.org)

---

<sup>1</sup> À la suite de l'éruption volcanique en Islande et à la fermeture de l'espace aérien d'Europe du Nord à cause des nuages de cendres, cette conférence, initialement prévue les 22-24 avril, a été reportée aux 26-28 août prochains.



# [ Calendrier de l'Union européenne ]

Avril – Mai 2010

13/04/2010	Réunion informelle des ministres de l'Éducation (Madrid)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
16-18/04/2010	Réunion informelle des ministres de l'Économie et des Finances (Madrid)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
18-20/04/2010	Réunion informelle des ministres de Télécommunications (Grenade)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
19-22/04/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
23/04/2010	Réunion informelle des ministres de la Santé (Madrid)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
24/04/2010	Conseil Justice et Affaires intérieures (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
26-27/04/2010	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Luxembourg)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
28-29/04/2010	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
05/05/2010	Sommet UE-Canada (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Sommet</a>
05-06/05/2010	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
10-11/05/2010	Conseil Éducation, jeunesse et culture (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
10-11/05/2010	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
16/05/2010	Sommet UE-Mexique (Santander)	<a href="#">Ordre du jour du Sommet</a>
17/05/2010	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
17-20/05/2010	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
18/05/2010	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
18-19/05/2010	Sommet UE-Amérique latine et Caraïbes (Madrid)	<a href="#">Ordre du jour du Sommet</a>
25-26/05/2010	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
26-27/05/2010	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
31/05/2010	Conseil Transport, télécommunications et énergie (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>



# [L'UE à la loupe et réactions syndicales]

## Taxe sur les transactions financières : la CES demande le soutien de l'ECOFIN

09/04/2010 – Dans la perspective de la réunion informelle de l'ECOFIN, la CES appelle les ministres de l'économie et des finances de l'UE à **soutenir la taxe sur les transactions financières**. Selon John Monks, « *Il n'est que juste et équitable que les spéculations qui représentent une majorité des transactions financières soient taxées. L'UE devrait vivement inciter le G20 à introduire une telle taxe d'urgence afin de pouvoir contribuer aux coûts élevés encourus dans le cadre de la lutte contre la crise financière.* »

[Communiqué de presse de la CES](#)  
[Lettre de la CES à l'ECOFIN](#)



## Travail décent : la CES rencontre le Commissaire européen au commerce

13/04/2010 – John Monks a rencontré Karel De Gucht, Commissaire européen au commerce, pour discuter de **la façon dont la politique commerciale de l'UE peut contribuer à la promotion du travail décent**. Une attention particulière a été consacrée aux négociations multilatérales et aux négociations commerciales en cours, notamment avec la Corée, l'Inde et la Colombie. Lors de la réunion, la CES a exposé son inquiétude concernant la **situation des droits de l'homme en Colombie**, tout en exprimant sa volonté de maintenir la pression sur les autorités colombiennes afin d'améliorer la situation.

[Communiqué de presse conjoint CES-Commission européenne \(Uniquement en anglais\)](#)

### Documents de la Commission européenne

Nous vous signalons la publication des documents suivants:

- [Bilan de la politique de cohésion 2000-2006](#) (Uniquement en anglais) (19/04/2010)
- [Programme de travail pour 2010](#) (31/03/2010)

### Équipe éditoriale

ÉDITEUR RESPONSABLE: **John Monks**

RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo**

RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

**Faites connaître cette newsletter à vos contacts !**